



HAL
open science

Combattre l'instrumentalisation liée au genre pour accroître la représentativité des femmes au sein des institutions démocratiques en République Démocratique du Congo : le cas du territoire de Walungu en Province du Sud-Kivu

Adeline Nsimire Balika

► To cite this version:

Adeline Nsimire Balika. Combattre l'instrumentalisation liée au genre pour accroître la représentativité des femmes au sein des institutions démocratiques en République Démocratique du Congo : le cas du territoire de Walungu en Province du Sud-Kivu. *Alizés: Revue angliciste de La Réunion*, 2011, Actes du colloque international "Genre et gouvernance" (île Maurice, 17-19 novembre 2009), 34, pp.134-138. hal-02341439

HAL Id: hal-02341439

<https://hal.univ-reunion.fr/hal-02341439v1>

Submitted on 31 Oct 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Combattre l'instrumentalisation liée au genre pour accroître la représentativité des femmes au sein des institutions démocratiques en République Démocratique du Congo : le cas du territoire de Walungu en Province du Sud-Kivu

Introduction

Partout, sauf dans la gouvernance...

Une simple observation de la vie au quotidien en territoire de Walungu, comme ailleurs en RDC, nous amène au constat suivant : c'est la femme qui fait vivre la société. Elle est au marché, elle sert de porte-faits, elle cultive le champ... Le tout pour que les enfants mangent, étudient et accèdent aux soins de santé. La femme est donc partout, sauf bien sûr là où se prennent les décisions importantes concernant la vie de sa communauté et la manière dont son entité doit être gérée.

Conséquences sur la gouvernance locale et sur le développement

Cette absence de la femme dans la gestion de sa localité est à la base de nombreux cas de dérapages dans la gouvernance locale et constitue un frein, non seulement à la promotion des droits des femmes, mais aussi au développement durable de leur collectivité. Dans le territoire de Walungu, par exemple, la masculinisation absolue des entités administratives et coutumières constitue un blocage au débat sur certaines questions telles que l'accès des femmes à la terre, la prolifération des taxes prélevées sur les denrées alimentaires, l'impunité liée aux violences sexuelles, les violences domestiques qui tolèrent que les hommes répudient à tout moment une épouse qui ne leur plaît plus sans suivre la procédure légale accordant le divorce, l'abandon des familles par des hommes à la recherche du mieux-être dans les centres urbains et les sites d'exploitation des produits miniers, la valeur de la dot dont la révision à la hausse limite l'accès des filles à l'enseignement secondaire et professionnel notamment, etc.

Quelques chiffres

Sur les trente-deux députés nationaux que compte le Sud-Kivu à l'Assemblée Nationale, seulement deux sont des femmes contre trente hommes. Aucune des quatre femmes candidates aux élections législatives nationales n'a été élue et les cinq sièges prévus pour la circonscription électorale de Walungu ont été remportés par des hommes. Aucune femme n'a été élue comme députée provinciale sur les cinq postes réservés à la circonscription électorale de Walungu. La chefferie de Walungu compte dix-huit groupements dont un seul est dirigé par une femme. Le groupement de Lurhala compte soixante quatre localités, et toutes sont dirigées par des hommes.

Les causes de la sous-représentation des femmes dans la gouvernance locale

Notons d'abord la persistance de la croyance collective qui lie la gouvernance au sexe et à l'appartenance à la tribu ou au clan du chef : le politicien doit être un homme et non une femme, et la fonction de chef de village s'obtient par héritage, donc du père au *fils* aîné de la famille du chef, ou, si celui-ci n'a pas de garçon, un autre membre du clan ou de la tribu. Le statut social de la femme tarde à s'améliorer nettement, en particulier en milieu rural, notamment en raison de la persistance de certaines coutumes discriminatoires à l'égard des femmes.

Il existe visiblement une réticence à la mise en pratique de l'approche « genre » au sein des ménages, des familles et de la communauté. Bien des instruments juridiques restent obscurs et non appliqués. On déplore encore le faible pouvoir économique des femmes, ainsi qu'un analphabétisme criant de la population féminine. Reste l'absence de leadership féminin au sein des partis et groupements politiques.

Tous ces facteurs réunis – et bien d'autres encore – donnent libre champ aux politiciens congolais pour se servir des femmes pour se hisser aux postes de direction en instrumentalisant leurs électrices.

Quelques pistes de réflexion

Une série de questions s'impose : comment procéder pour mettre en place des cadres d'information et de concertation sur la décentralisation et en particulier la participation des femmes ? Quels mécanismes mettre en œuvre pour intégrer la prise en compte du genre dans l'élaboration des politiques nationales et locales de décentralisation ? Quels partenariats et alliances créer pour faire respecter la disposition constitutionnelle de la parité hommes-femmes dans la mise en place du personnel des services publics à la base ? Que faire pour améliorer le pouvoir économique de la femme, en particulier de la femme rurale ? Quelle stratégie pour assurer le renforcement mutuel des femmes leaders ou à ambitions politiques au niveau des villages ? Quels médias pour désenclaver les milieux ruraux en information et communication ?

L'expérience du Sud-Kivu: la mise en place de clubs d'écoute pour hommes et femmes

Un mot sur les clubs d'écoute pour préciser qu'il s'agit d'une approche de communication participative pour le développement initiée par SAMWAKI, en partenariat avec le projet Dimitra de la FAO sous l'appui financier de la Fondation Roi Baudouin. Son action s'appuie sur deux acteurs clés, à savoir les journalistes des radios communautaires locales et les réseaux des femmes rurales ; son comité directeur est dirigé en parité par des hommes et des femmes. L'approche a été utilisée pour la première fois dans la province du Sud-Kivu en matière de sensibilisation à la pratique du genre et la lutte contre le VIH-SIDA, ainsi que dans la conscientisation de la communauté sur les violences faites aux femmes et aux jeunes filles. Forte de ses résultats, l'approche est en pleine duplication dans les autres provin-

ces congolaises du Katanga et le Bandundu dans le domaine de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, la mise en réseau, la création des mutuelles de santé et la lutte contre le VIH-SIDA en milieu rural, en particulier chez les femmes.

En matière de décentralisation, un club d'écoute permet aux femmes des régions rurales du Sud-Kivu d'organiser régulièrement des rencontres et de débattre de la décentralisation et de la place de la femme dans sa mise en application, mais aussi d'analyser les opportunités et les facteurs qui bloquent la participation de la femme à la gouvernance locale et notamment son exclusion dans les instances de prise de décision ; il rend également possible de proposer des pistes de solution pour accéder à la gouvernance locale en menant une lutte acharnée contre la discrimination de la femme par la femme, et l'instrumentalisation de celle-ci par l'homme, de mettre en place des mécanismes de suivi des décisions retenues de commun accord à l'issue des concertations ; on peut ainsi impliquer les conservateurs de la coutume et les leaders sociaux dans le processus de la participation des femmes à la gouvernance locale et leur accès aux instances de gestion et de contrôle de leur localité.

Résultats de l'action des clubs d'écoute en matière de décentralisation

L'information sur la gouvernance locale à l'intention des groupes les plus défavorisés, en particulier les femmes rurales, est disponible et ils s'expriment librement à ce sujet lors des rencontres. Le mythe du pouvoir (sa masculinisation) cède peu à peu sa place à la bonne information sur son mode d'acquisition, notamment les urnes. La concertation et le partage d'idées et opinions sur la gouvernance ont lieu dans les milieux ruraux reculés ayant un accès limité à l'information diffusée par les médias. On constate une prise de conscience du rôle de la femme dans la gestion de sa localité et la nécessité, pour tous, d'élire à la fois les hommes et les femmes pour les diriger.

Notons encore la découverte par la communauté locale et par les femmes de Walungu de la bravoure à partir de deux éminentes personnalités féminines de leur génération qui ont vaillamment dirigé la chefferie de Ngweshe, mieux que les hommes. Dix-neuf femmes candidates aux prochaines élections locales (au conseil de collectivité) sont appuyées moralement par leurs collègues femmes et quelques hommes membres de groupes. Une ferme détermination des hommes et des femmes participant aux activités des clubs d'écoute permet de hisser la majorité des femmes au conseil de la chefferie (au moins dix des dix-huit sièges) en vue de faire prévaloir les besoins de la femme et ceux de la famille et de la communauté.

Quelques défis à relever pour y parvenir

Nous promouvons l'idée d'une information et d'une sensibilisation tous azimuts *via* des medias variés (radio, vidéo, théâtre public, marionnettes, Internet, publications, etc.) de toutes les couches sociales comprenant aussi bien les hommes que les femmes sur la décentralisation et l'opportunité qu'elle offre pour assainir la gouvernance locale ; la mise en place, par les femmes, de fonds destinés à soutenir leurs candidates qui sont souvent en butte aux problèmes des frais de dépôt de candidature ou d'organisation des campagnes électorales, et leur renforcement par des organisations de droits de l'homme et d'appui à la démocratie et à la bonne gouvernance aux niveaux local et international. Soutenons encore la création d'alliances avec d'autres organisations et des entités décentralisées de par le monde ayant réussi à faire passer des candidatures féminines, afin de bénéficier de leur expérience en la matière, et l'impérieuse nécessité de créer des alliances solides avec leurs partenaires, les hommes, afin d'obtenir un large soutien au sein de l'électorat masculin en faveur des femmes.

Adeline Nsimire Balika¹

¹ Coordinatrice, SAMWAKI asbl.